



## Qui sont les vrais gagnants dans cette dérangeante industrie ?

### La mission d'Hydro-Québec

Hydro-Québec a comme mission première de fournir l'électricité au Québécois sur la base d'un pacte social établi depuis 1963. Son unique actionnaire est le gouvernement du Québec. Le bien-être de la population est donc le principal enjeu.

### La mission de *Développement communautaire Unîle*

Unîle est un organisme communautaire dont la mission est d'aider les personnes peu outillées à assumer leurs différents rôles et responsabilités.

Notre clientèle cible est habituellement peu informée et rarement consultée lorsqu'il s'agit de développement ; on l'utilise quand on en a besoin. Elle est particulièrement vulnérable à tout changement dans l'économie.

En 2002, l'Assemblée nationale du Québec a adopté unanimement une motion en faveur de l'exploration du potentiel gazier et pétrolier de l'estuaire et du golfe St-Laurent. Nous aimerions avoir des réponses précises à notre questionnement, avant que la situation ne devienne irréversible.

- Quand notre Gouvernement, via son Assemblée nationale, a pris une telle décision, qui comporte le risque de chambarder complètement une économie locale et régionale déjà fragile, est-ce qu'il s'est préoccupé un instant des conséquences potentiellement désastreuses de tels choix pour les populations en place ?
- Même au risque que ses choix soient contraires aux intérêts des populations riveraines du St-Laurent, notre Gouvernement ne les a-t-il pas plutôt basé sur les impératifs suivants :
  - Les règles de l'économie de marché et du profit sans limites ?
  - Le désir d'autonomie énergétique ou de souveraineté politique ?
  - La soif de redevances et de dividendes qu'il pourra empocher suite à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ?
- Quelle emprise une communauté peut-elle avoir sur des projets de développement qui répondent d'abord à des intérêts exogènes : ceux d'Hydro-Québec, du Gouvernement du QC, des pétrolières,... ?
- Quelles retombées bénéfiques peut-on espérer pour la communauté madeleinienne, qui comporte un important % de sa main-d'œuvre peu préparée à occuper des emplois hautement spécialisés ?
- Les nombreux emplois qu'on nous fait miroiter n'iront-ils pas, pour l'essentiel, à une main-d'œuvre importée, qui devra s'installer massive-

ment sur un petit territoire déjà bien occupé et convoité, avec les impacts que cela comporte ?

- Quelles seront les conséquences de ces nombreux emplois projetés, si tel est le cas, sur les emplois réels occupés par des gens d'ici ?
- Ces nouveaux métiers ne risquent-ils pas de n'être que des emplois de remplacement et de forcer nos gens à s'exiler pour céder leur place ?
- Comment dans ce dossier Hydro-Québec peut-elle concilier son adhésion, en 1989, au concept de développement durable et prétendre que son approche repose sur 3 grands piliers : le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement ? Comment explique-t-elle son « virage hydrocarbure » en tant que choix énergétique durable ?
- Avons-nous le droit, comme citoyens, de nous inquiéter un peu de ce qui risque fort de nous arriver et de vous réclamer ce qui suit ?

Nous demandons au Gouvernement du Québec, à sa société Hydro-Québec et aux autres entreprises impliquées de surseoir à ce projet inquiétant, du moins tant que des réponses claires, précises et crédibles n'auront été apportées, démontrant que :

- les avantages réels dépassent les inconvénients ;
- que les intérêts des gens d'ici sont préservés
- et qu'ils sont aussi importants que ceux du Gouvernement, d'Hydro-Québec, des entreprises.

### **Qui sont les vrais gagnants dans cette dérangement industrie ?**

La balle est dans le camp des promoteurs. Le fardeau de la preuve leur incombe. Notre communauté a depuis longtemps fait la preuve qu'elle a le droit de vivre comme elle l'entend, fidèle à ses racines, ses valeurs, sa culture, ses croyances, son identité et son appartenance maritime. Aucun envahisseur, fut-il notre Gouvernement, n'a le droit de violer notre intégrité.

À ce jour, rien ne nous permet de croire que le projet de développement d'une industrie d'exploitation d'hydrocarbures, sur nos îles et dans le golfe qui nous entoure, présente quelque intérêt pour nous.

Pire, nous appréhendons qu'une telle industrie soit incompatible

- avec la préservation et l'exploitation de nos ressources renouvelables,
- avec le bien-être de notre population et
- avec le développement de notre économie.

Nos principales industries sont menacées directement.

Qui sont les vrais gagnants dans cette dérangement industrie ?

### **RSVP !**

Le conseil d'administration de  
*Développement communautaire Unîle inc.*  
Adopté à la réunion du 3 mai 2004